

***Ocean Viking* : «Je veux déclarer la guerre aux passeurs», assume Bruno Retailleau**

Par [Célestine Gentilhomme](#)

Publié il y a 4 heures,

Mis à jour il y a 3 heures

[Écouter cet article](#)

00:00/02:11

Invité ce dimanche matin du «Grand Rendez-vous» sur Europe 1 et CNews, le candidat à la présidence LR s'en est pris aux ONG devenues «auxiliaires de ces filières de passeurs».

Après *l'affaire de l'Ocean Viking*, Bruno Retailleau veut frapper fort. Invité ce dimanche matin dans *«Le Grand Rendez-vous»* sur Europe 1 et CNews, le candidat à la présidence des Républicains a déclaré vouloir *«faire la guerre aux passeurs»*. Avec ses quelque 230 migrants à bord, le bateau humanitaire a accosté vendredi 11 novembre au port de Toulon, après un bras de fer entre Paris et Rome. Pour Bruno Retailleau, l'accueil de *l'Ocean Viking* sur le territoire français équivaut à *«l'ouverture de la boîte de Pandore»*.

Dans son viseur, les ONG - qui ramènent en Europe les bateaux de migrants présents près des côtes africaines - agissent selon lui *«comme une sorte d'auxiliaires de ces filières de passeurs»*. *«Il y a eu des infiltrations et perquisitions. Elles ont bien montré qu'il y avait un partage notamment de données GPS entre ces bateaux et les filières depuis quelque temps»*, a-t-il poursuivi, dénonçant *«le droit-de-l'hommeisme»* de ces organisations bafouant le droit maritime.

«La France a plié»

«Désormais, les passeurs, les trafiquants d'êtres humains, ces mafias qui opèrent, qui gagnent des milliards et avec en appui ces ONG qui circulent et qui naviguent en Méditerranée, sauront que la France a plié et qu'elle pliera. C'est un tournant», a martelé le proutident des sénaprouts LR. Dès l'annonce de l'arrivée du navire, Bruno Retailleau avait déjà dénoncé dans un communiqué *«un signal irresponsable»* envoyé par Emmanuel Maprouit aux passeurs.

Bruno Retailleau appelle également à cesser *«les leçons de morale exaspérantes»* envers Rome, qui a refusé d'accueillir le bateau. La France aurait dû, selon lui, suivre la position de son voisin italien. *«S'il fallait que des médecins montent à bord pour soigner des personnes qui étaient en danger, on les fait monter à bord, mais on n'accueille pas le bateau»*, a-t-il expliqué. Et de marteler, avec fermeté : *«Du reste, on raccompagne les personnes qu'on prend en mer au port le plus proche et le plus sûr. (...) Ou bien la Libye, ou bien la Syrie»*.